

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
Cellule Environnement SUD
2 rue Jean Richepin - BP 60079 - 66050 Perpignan Cedex

Perpignan, le 28/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SILOS LES SILOS DU SUD SAS 2/3

Quai Est n 2
BP 4
11210 Port-La-Nouvelle

Références : 2025 – 090 – PR/EX
Code AIOT : 0006600254

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/05/2025 dans l'établissement SILOS LES SILOS DU SUD SAS 2/3 implanté 876, Avenue Adolphe Turrel Zone portuaire 11210 Port-la-Nouvelle. L'inspection a été annoncée le 29/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôles des ICPE qui fixe une périodicité de visite de 3 ans pour ce site.

Elle s'inscrit également dans l'Action Nationale 2025 - B.3 - Volet « Travaux par point chaud ».

L'action a pour objectif premier de vérifier que des permis de feu sont établis en cas de travaux par point chaud dans les parties de l'installation présentant des risques (risque incendie ou explosion) et que ces permis ne soient pas réalisés uniquement pour valider des formalités administratives. Ces documents doivent permettre d'engager une vraie démarche de prévention des risques via une réflexion sur la nature des travaux dans les zones concernées, sur les moyens de prévention et de lutte contre l'incendie et sur leur mise en œuvre effective.

En complément, pour les sites qui font appel à de la sous-traitance, cette inspection vise à s'assurer que l'ensemble des personnels intervenant dans le cadre des travaux, soient formés aux risques de l'installation et les mesures prévues par le permis de feu soient mis en place.

L'action doit enfin permettre de sensibiliser les exploitants à l'importance des permis d'intervention et permis de feu ainsi que la pertinence des mesures de prévention à mettre en œuvre lors de travaux par point chaud.

En application des articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement l'objet du présent rapport est d'informer la préfecture des constats relevés et de proposer les suites à donner à cette inspection. Une copie du rapport doit par ailleurs être transmise à l'exploitant qui peut faire part de ses observations à l'autorité administrative.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SILOS LES SILOS DU SUD SAS 2/3
- 876, Avenue Adolphe Turrel Zone portuaire 11210 Port-la-Nouvelle
- Code AIOT : 0006600254
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SAS LES SILOS DU SUD exploite sur le port de Port-la-Nouvelle, 3 installations visées par la rubrique 2160 "Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables" dont les "silos II et III" et des hangars situés à l'est du port, autorisés par l'arrêté préfectoral n°2002-0054 du 22/04/2022 (modifié).

La SAS LES SILOS DU SUD est prestataire de service pour la réception, le stockage et l'expédition de céréales, d'oléagineux et tout produit pour l'alimentation animale.

Le silo n°II de type cathédrale est d'une capacité de 25 500 m³ comprenant:

- 12 cellules cylindriques de 2 000 m³ chacune et de 41 m de hauteur;
- 3 cellules en "as de carreau" de 450 m³ chacune et de 41 m de hauteur;
- 1 cellule en demi "as de carreau" de 150 m³ chacune et de 41 m de hauteur;
- des installations de manutention conçues pour un débit de 200 à 1 000 t/h.

Le silo n°III de type cathédrale est d'une capacité de 48 000 m³ comprenant:

- 12 cellules cylindriques de 3 700 m³ chacune et de 36,75 m de hauteur;
- 3 cellules en "as de carreau" de 950 m³ chacune et de 36,75 m de hauteur;
- des installations de manutention conçues pour un débit de 300 à 1 000 t/h.

Le contexte géopolitique et climatique ayant un impact sur la filière d'exploitation de la société pour le blé dur (100 000 tonnes en 2025 pour 1 million de tonnes en moyenne générale) le groupe est en recherche de nouvelles filières d'exploitation.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Travaux et points chauds

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

De manière générale, l'inspection a constaté que le site est bien tenu, tant sur le plan administratif que technique.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Identification des zones à risque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
10	Point complémentaire: Prévention des risques d'explosion	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
11	Point complémentaire: Prévention des risques d'incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
12	Point complémentaire: Responsable d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 22/04/2002, article 2.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
3	Interdiction d'apporter du feu	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
4	Travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
5	Plan de prévention	Arrêté Ministériel du 19/03/1993, article 1
6	Dispositions du plan de prévention	Décret du 07/03/2008, article /
7	Travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
8	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
9	Surveillance fin de travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
13	Point complémentaire: Révision périodique de l'étude de danger et du POI	Arrêté Préfectoral du 22/04/2002, article 7.10.1.2

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant le résultat de la visite, 5 faits « avec suites administratives » ont été relevés et sont récapitulés dans le tableau des points de contrôle.

L'inspection propose à la préfecture d'adresser une lettre de suite administrative demandant à l'exploitant, sous un délai de 3 mois, de présenter les mesures mises en place pour répondre aux écarts relevés, en retournant à l'inspection les fiches de constats dûment complétée pour la partie concernée, accompagnées des justificatifs permettant de lever ces écarts.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Identification des zones à risque

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Actions nationales 2025, Locaux à risque
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.
Constats : L'exploitant a présenté en séance l'étude de danger (EDD) de mai 2020 qui identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion. L'EDD est complétée par l'étude de détermination des zones ATEX (version 3 du 29/04/2020) réalisée par OT Ingénierie. L'analyse des risques de l'EDD pour les silos de stockage de céréales, identifie les risques suivants : l'incendie de grain et l'explosion de poussières ou de gaz de fermentation. L'étude situe les potentiels de dangers dans les zones suivantes : <ul style="list-style-type: none">• silo II : la tour, les cellules et les espaces sous cellules• silo III : les cellules Les zones où des atmosphères explosives peuvent se former, sont définies par l'exploitant selon la classification suivante : <ul style="list-style-type: none">- zone 20 : emplacement où une atmosphère explosive sous forme de nuage de poussière combustibles est présente dans l'air en permanence ou pendant de longues périodes au fréquemment,- zone 21 : emplacement où une atmosphère explosive sous forme de nuage de poussières combustibles pour occasionnellement se former dans l'air en fonctionnement normal,- zone 22 : emplacement où une atmosphère explosive sous forme de nuage de poussières combustibles n'est pas susceptible de se former dans l'air en fonctionnement normal ou bien, si une telle formation se produit néanmoins, n'est que de courte durée. Une cartographie est associée aux études. Sur site, l'inspection a vérifié par sondage que ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés, notamment des pictogrammes. La nature exacte du risque est affichée sur le plan situé à l'entrée de la zone. Toutefois, les consignes à observer ne sont pas indiquées à l'entrée de ces zones, ni rappelées à l'intérieur de celles-ci au tant que de besoin. Par ailleurs, afin de ne pas alourdir le Plan d'Opérations Internes (POI), le plan renvoi vers les numérotations des fiches réflexes et des consignes du site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La société SILOS DU SUD doit justifier que les consignes à observer suivant le risque présent, sont indiquées à l'entrée des zones concernées et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2025, Consignes d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel [...]</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que besoin : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ; [...]
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté en séance le classeur des consignes d'exploitation (classeur mis à jour en juin 2024) comprenant notamment dans ses consignes générales :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Fiche 10 : consignes liées aux interventions sur site pour travaux (fiche mise à jour mai 2017) qui prévoit que toutes les interventions pour maintenance, entretien, construction neuve, contrôle, vérification périodique, formation ou autres, sur les installations de la société SILOS DU SUD, font l'objet d'un plan de prévention de coordination et de sécurité ; • Fiche 11 : permis feu (fiche mise à jour mai 2017) <p>L'affichage des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel est sommairement réalisé sur un tableau situé à l'entrée des locaux du personnel. Cet affichage est disséminé parmi de nombreuses autres informations. Avec un nombre important de consignes, l'exploitant a transmis à son personnel une copie du classeur. L'inspection a vérifié par sondage, la mise à jour du classeur transmis aux opérateurs.</p> <p>L'exploitant doit cependant afficher les principales consignes dans les lieux fréquentés par le personnel.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La société SILOS DU SUD doit justifier de l'affichage des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Interdiction d'apporter du feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2025, Interdiction de feu
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;

<p>Constats :</p> <p>L'inspection a consulté le classeur des consignes d'exploitation qui comprend notamment dans ses consignes générales :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Fiche 3 : interdiction de fumer ; • Fiche 10 : consignes liées aux interventions sur site pour travaux ; • Fiche 11 : permis feu. <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté l'affichage répété dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, d'une signalétique d'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, complété de l'interdiction de fumer.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Travaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Permis de feu</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; - l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; <p>[...]</p> <p>Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté les documents établis dans le cadre de la réalisation de travaux par point chaud dans les zones présentant des risques d'incendies ou d'explosion.</p> <p>En particulier, l'inspection a consulté le « plan de prévention de coordination et de sécurité » consigné pour la société Garry Chaudronnerie le 2 janvier 2025. Ce plan signé annuellement pour les multiples interventions de cette société, comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la définition des risques rencontrés sur le site ; - les matériels, outillages, appareils et installations autorisés pour le mis en œuvre par l'entreprise extérieure. <p>En complément, l'inspection a consulté un exemple de « permis feu » journalier.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Plan de prévention

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/03/1993, article 1</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Obligation plan de prévention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan de prévention est établi par écrit dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article R. 4512-7 du code du travail pour les travaux dangereux ci-après énumérés :</p>

<p>[...]</p> <p>4. Travaux effectués sur une installation classée faisant l'objet d'un plan d'opération interne en application de l'article 17 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>La société SILOS DU SUD est une installation classée faisant l'objet d'un plan d'opération interne. L'exploitant a présenté son plan de prévention consulté dans le cadre du « permis feu » (voir point de contrôle précédent).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Dispositions du plan de prévention

<p>Référence réglementaire : Décret du 07/03/2008, article /</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu du plan de prévention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article R4512-8 du Code du travail</p> <p>Les mesures prévues par le plan de prévention comportent au moins les dispositions suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. La définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; 2. L'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; 3. Les instructions à donner aux travailleurs ; 4. L'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet par l'entreprise utilisatrice ; 5. Les conditions de la participation des travailleurs d'une entreprise aux travaux réalisés par une autre en vue d'assurer la coordination nécessaire au maintien de la sécurité et, notamment, de l'organisation du commandement.
<p>Constats :</p> <p>Les mesures prévues par le plan de prévention de la société SILOS DU SUD comportent les dispositions suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Paragraphe 4 « Nature et définition des risques rencontrés sur le site des SILOS DU SUD » (chute de hauteur, risque de glissade sur les pentes, risque d'explosion, d'incendie, ensevelissement, risque chimique et cas particulier de fumigation, risque électriques et mécaniques, circulation, amiante, risque épidémique) ; 2. Paragraphe 6.5 « matériels, outillages, appareils et installations mis en œuvre par l'entreprise extérieure » et paragraphe 6.7 « vérifications périodiques réglementaires » ; 3. Paragraphe 6 « dispositions prises en matière de sécurité » (procédures des intervenants, permis feu, protection collectives et individuelles, personnel intérimaire, saisonnier ou CDD, habilitations et formations, consignes et informations des salariés) ; 4. Paragraphe 7 « organisation des secours, signalisation et événements » ; 5. Paragraphe 5 « risques liés à la co-activité ». <p>Ces éléments qui relèvent du Code du travail, n'appellent pas d'observations particulières de la part de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
Thème(s) : Actions nationales 2025, Permis de feu
Prescription contrôlée : Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; [...] Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.
Constats : L'exploitant a présenté le registre des « permis feu ». L'inspection a vérifié par sondage la consignation du « permis feu » qui comporte les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- la description du travail par point chaud (date, lieu, nature du travail, outillage) ;- les risques identifiés (feu) ;- les actions de prévention et de protection (actions essentielles et complémentaires, moyens de lutte incendie, moyen d'alerte, ronde) ;- le donneur d'ordre ;- la personne désignée pour la sécurité et la surveillance ;- les intervenants. Le permis feu consulté est correctement renseigné et n'appelle pas d'observations particulières de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Formation
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées. Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.
Constats : D'après le plan de formation présenté en séance, les opérateurs des SILOS DU SUD ont reçu une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre. Le plan recense les dates des formations et les échéances de renouvellement.

<p>L'inspection a interrogé les opérateurs sur les risques liés aux interventions sur le site. Ces derniers confirment la mise en œuvre du « plan de prévention de coordination et de sécurité » et du « permis feu ».</p> <p>Concernant les intervenants dans l'établissement, le plan de prévention sus-visé est signé par les entreprises extérieures, justifiant l'information des risques et consignes à appliquer.</p> <p>En l'absence de travaux sur site, l'inspection n'a pas été en mesure de vérifier les connaissances des intervenants externes à l'établissement et a rappelé que la société SILOS DU SUD doit s'en assurer.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Surveillance fin de travaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Fin de travaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des travaux réalisés est effectuée par l'exploitant, dans l'objectif de s'assurer de l'absence de risques. Elle fait l'objet d'un enregistrement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le permis feu consigne les actions de prévention et de protection :</p> <ul style="list-style-type: none"> - avant le travail et avant toute reprise de travail ; - pendant le travail ; - après le travail. <p>Cette dernière phase comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la remise immédiate en fonction des systèmes de détection ou d'extinction automatiques éventuellement neutralisés ; - l'inspection du lieu de travail et environs ; - une surveillance pendant deux heures après la fin du travail, complété si nécessaire de rondes. <p>Sur le permis consulté, l'exploitant a visé chacune des étapes et à consigné l'horaire de la ronde effectués.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Point complémentaire: Prévention des risques d'explosion

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de protection</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place les mesures de prévention adaptées aux silos et aux produits, permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'une explosion ou d'un incendie, sans préjudice des dispositions du code du travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances.</p> <p>Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.</p> <p>Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre.</p> <p>[...]</p>

<p>Constats :</p> <p>L'inspection a vérifié les mesures de protection liées aux installations électriques en consultant ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - rapport DEKRA de vérification complète de la protection contre la foudre (silo 2 du 26-27/09/2024). indiquant un matériel à remplacer (facture présentée) dont la mise en œuvre doit être justifiée ; - rapport DEKRA de vérification complète de la protection contre la foudre (silo 3 du 26/09/2024). confirmant aucune observation constatée ; - rapport DEKRA Q18 selon le référentiel APSAD signalant les dangers d'incendie ou d'explosion que présente l'installation électrique (silo 2 du 5-6/06/2024) confirmant aucune observation constatée ; - rapport DEKRA Q18 selon le référentiel APSAD (silo 3 du 5-6/06/2024) indiquant 2 observations levées en interne le 23/09/24 ; - rapport DEKRA thermographie (du 12/12/2024) confirmant aucune anomalie et l'absence de risque constaté ; - rapport DEKRA ICPE (silo 2 et silo 3 du 7/06/2024) confirmant aucune observation constatée.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La société SILOS DU SUD doit justifier la mise en œuvre du matériel à remplacer faisant l'objet de l'observation du rapport DEKRA de vérification complète de la protection contre la foudre (silo 2 du 26-27/09/2024).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 11 : Point complémentaire: Prévention des risques d'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de protection</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.</p> <p>Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a consulté le registre de sécurité qui consignes les vérifications des moyens de lutte incendie prévus par l'arrêté préfectoral, en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les extincteurs : compte rendu Q4 de la société SLMI du 2/04/25 ; - les colonnes sèches : vérification par la société ETE le 23/02/24 (pression essai 16 bars) ; - la SSI : vérification par la société CHUBB le 11/06/24. <p>Le registre n'est pas complétement renseigné et l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier la dernière vérification des organes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les poteaux de lutte incendie ; - le désenfumage ; - les RIA ; - les lances de lutte incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La société SILOS DU SUD doit confirmer que le registre de sécurité est correctement renseigné (informations de l'établissement et numéros des intervenants) et justifier la conformité des moyens de lutte incendie suivants : - les poteaux de lutte incendie ; - le désenfumage ; - les RIA ; - les lances de lutte incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Point complémentaire: Responsable d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/04/2002, article 2.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Organisation
Prescription contrôlée : L'exploitation des installations doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux spécificités du silo et aux questions de sécurité.
Constats : La société SILOS DU SUD a nommément désigné M Vincent BONDON (Directeur) pour les spécificités des silos et les questions de sécurité. En son absence (longue durée) le personnel intérimaire doit être nommé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La société SILOS DU SUD doit confirmer que l'exploitation des installations se fait sous la surveillance d'une personne nommément désignée, spécialement formée aux spécificités du site et à ses questions de sécurité, y compris pour assurer l'intérim de la personne désignée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Point complémentaire: Révision périodique de l'étude de danger et du POI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/04/2002, article 7.10.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Mise à jour
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de réviser périodiquement l'étude de dangers et le Plan d'intervention qui se rapportent à l'établissement en fonction de l'usure de leur contenu ou à la suite des améliorations ou des modifications apportées dans l'établissement ou dans son voisinage. Cette périodicité est de 5 (cinq) ans au plus.
Constats :

Lors de la visite, l'exploitant a présenté l'étude de danger (EDD) de mai 2020 qui doit être révisée de manière quinquennale. Cette prescription de l'arrêté préfectorale paraît aujourd'hui inadaptée considérant :

- qu'il s'agit d'une prescription qui concerne les établissements SEVESO
- que l'arrêté ministériel du 29/03/04 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales autorisés, ne prévoit pas de révision ou de réexamen de l'EDD ;
- que le site n'a pas évolué depuis la dernière version de l'EDD de mai 2020.

Ainsi, l'inspection propose de classer la prescription sans suite.

Cette prescription devra être modifiée à l'occasion d'une prochaine modification de l'arrêté préfectoral.

Type de suites proposées : Sans suite